

**AVIS DU GROUPE LA POSTE SUR LA CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AUX SPECIFICATIONS  
DES REGLES DE COMPTABILISATION DE LA POSTE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5-2, 6° DU  
CODE DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

Le projet de décision de l'ARCEP, soumis à consultation publique jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2010, vise à compléter les décisions de l'Autorité n° 2007 – 0443 du 15 mai 2007 et n° 2008 – 0165 relatives aux spécifications de la comptabilité réglementaire de La Poste, en application de l'article L 5-2, 6° du code des postes et communications électroniques.

Les quatre premières questions posées par la consultation sont traitées en première partie de cet avis. Elles ont trait à l'importance de l'inducteur poids/format dans la chaîne de production de La Poste, à la segmentation réglementaire de La Poste en trois catégories de poids/format, à la tarification au format, et à l'évolution des index de coût de La Poste.

Les cinquième et sixième questions de la consultation, relatives à l'analyse des coûts communs de distribution, sont analysées dans la seconde partie de cet avis.

La Poste souhaite rappeler en préambule qu'elle a besoin de stabilité et de visibilité concernant les règles de comptabilisation des coûts. En effet, la comptabilité réglementaire a pour finalité d'appréhender l'économie du Service Universel, l'orientation sur les coûts et l'abordabilité des prestations. Elle influence la politique tarifaire de La Poste et les règles de refacturation internes.

## PREMIERE PARTIE

### *Questions relatives à l'inducteur poids/format*

#### ***Question 1 : quels sont vos commentaires sur cette description [de l'inducteur poids/format] ?***

La Poste partage dans l'ensemble la description qui est faite de l'influence du poids/format sur son processus de production.

Concernant les Travaux Extérieurs de distribution, la consultation rappelle que la distribution d'objets de type Grand Format ou Encombrant nécessite de mettre en place des « coffres relais » en cours de tournée par rapport à une tournée qui distribuerait la même quantité d'objets Petit Format. Elle laisse cependant entendre que les coffres relais sont le seul élément générateur d'un inducteur poids/format à la distribution.

La Poste souhaite préciser que ce n'est pas seulement la présence des « coffres relais », mais également le mode de distribution (piéton, vélo, voiture...) qui est sensible au poids/format. Ainsi, à partir d'un certain poids de courrier à distribuer, il devient plus intéressant de réorganiser la tournée ou bien de changer de mode de distribution. Une illustration extrême de cette influence est fournie par la distribution en voiture des Colis en zones urbaines de forte densité. Si les Colis étaient des objets Petit Format, alors ils seraient distribués avec le reste du courrier par des tournées piéton ou vélo. Ceci montre que le poids/format empêche sous certaines conditions la mutualisation des modes de distribution et génère des coûts supplémentaires.

Par ailleurs, le poids emporté par les facteurs a un impact direct sur la vitesse de déplacement dans les tournées non motorisées, et par conséquent des impacts à la fois sur les durées de haut le pied, des parcours actifs et des arrêts. L'observation des pratiques terrain est à ce titre pleine d'enseignements : il est courant que les facteurs (piétons ou en vélo) réorganisent leurs parcours de distribution par rapport à l'ordre théorique de distribution pour livrer en priorité les points de distribution à plus fort trafic, de manière à alléger la charge transportée et accélérer leur déplacement sur le reste de leur tournée.

\*

#### ***Question 2 : que pensez-vous de la segmentation réglementaire, fondée sur la variable « poids » ? Quelles évolutions suggèreriez-vous ? Sur la base de quelles références ou de quels raisonnements ?***

La segmentation réglementaire de La Poste en trois formats n'est pas uniquement « fondée sur la variable 'poids' » même si elle ne s'exprime qu'en fonction du poids.

C'est la corrélation observée entre le format et le poids des objets qui permet d'assimiler les objets de moins de 50 g, qui sont essentiellement composés d'objets de taille inférieure au C5, à la catégorie Petit Format. La segmentation en trois catégories réglementaires en fonction du poids des objets est une simplification rendue possible par la forte corrélation existant entre poids et format.

La Poste souhaite d'ailleurs préciser que la répartition du trafic figurant dans le tableau page 9 de la consultation ne tient pas compte du trafic des Colis. Le poids et le format des Colis coïncidant avec la

catégorie Encombrant, la corrélation entre poids et format des objets est plus forte que celle présentée dans la consultation.

Il n'entre pas dans l'objet de la comptabilité réglementaire de restituer des différences de coût pour chaque gramme et mm<sup>3</sup> de courrier. Pour une restitution fiable, le nombre de catégories d'objets sur lesquelles sont agrégés les coûts doit être limité ; les catégories constituées doivent également concerner un trafic significatif.

Par ailleurs, la segmentation retenue doit permettre la restitution des coûts par secteur réglementaire et par grands produits commerciaux. Dans ce cadre, elle doit tenir compte des caractéristiques des offres de La Poste et des secteurs réglementaires. La tarification de La Poste, pour les envois de correspondances, est principalement fonction du poids. Par ailleurs, les seuils de 50 g et 250 g sont des ruptures tarifaires communes à un grand nombre de produits postaux. Jusqu'en 2011, la rupture à 50 g correspond à la délimitation du secteur réservé.

\*

***Question 3 : quelle est votre appréciation sur la pertinence et l'utilité de l'introduction du format dans les tarifications ?***

La Poste n'envisage pas, à court terme, d'introduire de tarification au format pour les envois de correspondances.

L'observation de l'expérience d'autres opérateurs postaux est intéressante à ce sujet et démontre qu'il faut privilégier la simplicité pour le client. Dans la situation actuelle où les deux paramètres (poids et format) sont fortement corrélés, La Poste juge opportun de ne pas faire évoluer sa logique de tarification au poids, un changement brutal pouvant avoir des conséquences sur l'image, accroître la complexité perçue d'utilisation du courrier, et finalement impacter significativement la demande.

\*

***Question 4 : quels sont vos commentaires sur l'évolution de ces index [pour le calcul des coûts dans les processus Tri, Travaux Intérieurs et coûts de remise] ?***

Dans sa décision n° 2008 -0165, l'ARCEP avait demandé à La Poste de mener une étude sur l'influence du poids/format dans son processus de production.

En conséquence, La Poste a réalisé une étude auditable chiffrant l'incidence des caractéristiques physiques de poids, de format et de conditionnement d'un objet courrier sur les coûts de tri manuel en Centre de Tri ainsi qu'en Travaux Intérieurs et sur les coûts de remise en Travaux Extérieurs. L'étude a été réalisée en étroite collaboration avec les directions opérationnelles de La Poste, et communiquée à l'ARCEP.

Au sein de chaque processus – Tri-Transit, Travaux Intérieurs et Travaux Extérieurs – un certain nombre d'activités ont été identifiées pour être chronométrées. Par exemple, les activités de tri des lettres (tri sur casier) et tri des « gros encombrants » (tri basket) sont deux activités distinctes de tri manuel en centre de tri Courrier.

Sur chacune des activités identifiées, des chronométrages ont été organisés dans des conditions réelles mais à partir de lots de courrier reconstitués. Ces lots ont été construits de manière à être représentatifs des objets traités par La Poste. La composition en terme de nombre d'objets des différentes catégories de poids/format a par exemple été calculée de manière à ce que les proportions de Petit Format, Grand Format et Encombrant varient autour des moyennes des flux réels. Les caractéristiques de conditionnement et d'adressage (lettre manuscrite ou dactylographiée) ont également été prises en compte. Une trentaine d'agents volontaires ont trié, pour les besoins de l'étude, près de 60 000 objets. Plus de 700 observations ont été réalisées.

Cette méthodologie a permis de neutraliser le facteur humain en faisant trier par un même agent plusieurs lots, de contrôler précisément les lots d'observation et de réaliser un nombre significatif de mesures.

Les résultats des chronométrages ont fait l'objet d'un traitement statistique de type régression linéaire afin de dégager des index de poids/format pour chaque activité au sein de chacun des processus. Les différentes activités ont ensuite été pondérées par leur poids au sein de chacun des processus pour aboutir à des index poids/format par processus.

La segmentation réglementaire n'a pas été remise en cause par les résultats de l'étude : Petit Format pour les objets de poids inférieur à 50 g ; Grand Format pour les objets entre 50 et 250 g et Encombrant pour le plus de 250 g.

L'analyse des processus de traitement a cependant mis en lumière la nécessité de distinguer deux catégories au sein de l'Encombrant. Dans les processus de Tri et de Travaux Intérieurs les « gros encombrants » sont traités sur des chantiers spécifiques (tri basket et tri sur table). En Travaux Extérieurs, ces objets déclenchent l'ouverture des boîtes normalisées ou la remise en main propre. La catégorie Encombrant est donc désormais scindée en deux catégories suivant l'épaisseur des objets (inférieure ou supérieure à 2 cm) qui conditionne leur processus de traitement.

Cette étude ne remet pas en cause les principes d'allocation des charges de la comptabilité réglementaire de La Poste validés par l'ARCEP en février 2008, mais modifie les valorisations des inducteurs poids/format dans les chantiers de traitement manuel des processus Tri-Transit, Travaux Intérieurs et Travaux Extérieurs. Les index obtenus sont globalement proches des valeurs utilisées jusqu'à présent.

La Poste est satisfaite que l'ARCEP reprenne cette étude dans sa consultation. Elle est favorable à la mise à jour de ces index afin que la comptabilité réglementaire traduise mieux la réalité de ses processus de traitement.

\*

\* \*

## DEUXIEME PARTIE

### *Analyse des coûts de distribution*

La Poste partage la mise en garde de l'ARCEP en page 16 de la consultation : « *cette partie est à caractère exploratoire. Elle réexamine l'hypothèse de la fixité des coûts communs de distribution et présente des alternatives à la méthode actuelle de répartition de ces coûts, en s'appuyant sur les résultats d'un modèle qui reste encore perfectible. Les valorisations évoquées doivent être comprises comme simplement illustratives.* » En l'état actuel, le modèle proposé par l'ARCEP présente des problèmes de calage et les allocations de coût proposées reposent sur des hypothèses discutables, analysées ci-après, risquant de dénaturer le signal économique d'attribution des coûts qui résulterait de leur mise en oeuvre.

\*

#### *Préliminaire : principes d'allocation des coûts de distribution de La Poste.*

Lors de leurs tournées, les facteurs distribuent simultanément des produits postaux d'urgence et de poids/format différents : il s'agit de coûts communs à l'ensemble des objets distribués. Près de 80 % de ces coûts – parcours actif, arrêt, haut-le-pied, c'est-à-dire l'ensemble des coûts hormis les coûts de remise dans les boîtes aux lettres ou en main propre – sont fixes : ils ne varient pas lorsque le nombre d'objets à distribuer varie, pour des faibles variations de trafic autour des volumes actuellement distribués par La Poste.

Ces coûts ne peuvent donc pas être alloués aux produits sur la base d'inducteurs simples comme le temps passé à traiter l'objet, par exemple. Pour autant, il existe des inducteurs de coûts indirects pour ces charges fixes de distribution : l'urgence et le poids/format.

En effet, l'urgence commande *le fait* de distribuer, tandis que le poids/format détermine dans un second temps *la manière* de distribuer. L'offre de flux urgents par La Poste, dans la mesure où elle structure son processus de production et ses gammes commerciales, fait de l'urgence l'inducteur principal. L'existence d'opérateurs spécialisés sur les flux urgents ou encore le développement d'opérateurs postaux alternatifs en Europe à partir d'offres distinguées suivant l'urgence, témoignent que cet inducteur structure l'économie de la distribution postale. De son côté, le poids/format conditionne les modes de distribution ou bien rend nécessaire l'utilisation de « coffres relais » en cours de tournée.

Ces éléments justifient une allocation primaire à l'urgence, et une allocation secondaire fondée sur le poids/format. La Poste relève que la consultation de l'ARCEP propose de valider cette hiérarchie.

\*

L'allocation actuelle des coûts fixes de distribution a été décidée par l'Autorité en 2008 (n° 2008 – 0165) après consultation publique. Il s'agit d'une allocation en deux étapes, validant l'urgence comme inducteur de coûts primaire et le poids/format comme inducteur secondaire.

- Première étape : allocation à l'urgence. Les produits de La Poste peuvent être classés sur trois niveaux d'urgence, représentatifs des délais d'acheminement des produits :
  - le J+1/2, qui regroupe la lettre urgente, le recommandé, la presse urgente, ... ;
  - le J+3/4, qui désigne le courrier économique (Ecopli, presse non urgente, etc.) ;
  - le J+7, pour le courrier publicitaire, le catalogue, la presse économique.

En analysant les coûts de fourniture isolés, il apparaît rapidement que :

- s'il n'y avait que les produits J+1/2, il y aurait de toutes façons 6 tournées hebdomadaires, donc le coût fixe hebdomadaire serait de 6 fois le coût fixe journalier (coûts actuels).
- s'il n'y avait que les produits économiques, seules trois tournées par semaine seraient suffisantes ; les coûts fixes seraient de 3 fois le coût fixe journalier ;
- et si seuls les produits J+7 étaient distribués, une seule tournée hebdomadaire suffirait.

Le coût fixe est partagé sur les trois catégories d'urgence en proportion des coûts de fourniture isolée : si tous les produits étaient distribués séparément, il y aurait 10 fois le coût fixe hebdomadaire<sup>1</sup> (6 pour le J+1/2, 3 pour le J+3/4, et 1 pour le J+7). L'allocation des coûts est ainsi de 6/10<sup>ème</sup> pour le J+1/2, 3/10<sup>ème</sup> pour le J+3/4, et 1/10<sup>ème</sup> pour le J+7.

- Deuxième étape : allocation au format. Ensuite, pour chaque gamme d'urgence, un modèle de simulation développé par La Poste<sup>2</sup> calcule le coût de fourniture isolée des gammes de poids/format, et alloue de la même façon les coûts au prorata des coûts de fourniture isolée des gammes Petit Format, Grand Format et Encombrant.

La Poste souhaite rappeler que cette décision ne correspondait pas à ses recommandations concernant l'inducteur d'urgence lors de la précédente consultation publique. La Poste avait proposé une allocation aboutissant à 71 % des coûts sur le J+1/2, 21% sur le J+3/4 et 7% sur le J+7<sup>3</sup>, qui rend mieux compte de l'importance de l'urgence comme inducteur de coûts.

\*

***Question 5: quelles améliorations suggèreriez-vous d'apporter à cette modélisation ? En particulier, pourriez-vous citer des études ou des références disponibles à cet effet ?***

Afin d'examiner des méthodes d'allocation alternatives à celle de La Poste, l'ARCEP a développé un modèle de simulation des coûts de distribution, qui « ne vise pas à un calage précis sur les valeurs observées par La Poste ». En effet, les données de sortie que l'on peut observer ou déduire du modèle ne sont pas fidèles à la réalité observée. Ainsi, les coûts, les volumes et les nombres de tournées journaliers ainsi que la répartition des modes de distribution optimaux, la structure des différentes composantes de coûts (arrêt, parcours actif, haut-le-pied, véhicules) ou encore les distances parcourues par les facteurs ne sont pas calibrés avec les grandeurs observées par La Poste.

En particulier, le taux de visite journalier des points de distribution par le facteur devrait être calibré.

<sup>1</sup> Le regroupement permet de faire bénéficier tous les produits d'une économie d'envergure égale à 4 coûts fixes journaliers (puisque seules 6 tournées sont nécessaires).

<sup>2</sup> et dont une description résumée a été publiée dans Roy, B., 1999, « *Technico-Economic Analysis of the Costs of Outside Work in Postal Delivery* », Emerging Competition in the Postal and Delivery Services, M.A. Crew and P.R. Kleindorfer, Kluwer Academic Press, Boston, p.101-202. (version française dans *Economie Postale*, Economica, 2004).

<sup>3</sup> Cette allocation correspond à l'application de la règle de Louderback versus la règle de Moriarty adoptée par l'ARCEP (voir la réponse de La Poste à la consultation publique de janvier 2008 pour plus de détails).

Autre sujet de questionnement, la sensibilité du trajet réalisé par le facteur au nombre de bâtiments qui reçoivent du courrier est trop importante dans le modèle développé par l'ARCEP : une diminution du taux de visite de 50% entraînerait une diminution du trajet réalisé de plus de 30%. Pourtant, en zone urbaine, le fait de ne visiter qu'un immeuble sur deux dans une rue ne permet pas de diminuer la distance totale à parcourir pour distribuer le courrier : le facteur doit toujours parcourir tous les tronçons de voie. La variabilité du parcours actif au taux de visite proposée par l'ARCEP ne semble donc pas réaliste.

En conclusion, le modèle de l'ARCEP ne peut être utilisé en l'état et nécessite d'être calibré, en particulier concernant la variation des taux de visite et de la distance à parcourir en fonction des trafics à distribuer. Il ne rend par ailleurs pas compte de l'hétérogénéité des zones les moins densément peuplées.

\*

***Question 6 : l'analyse montre que l'allocation des coûts communs en deux temps ne repose pas sur des hypothèses parfaitement homogènes. Que pensez-vous des améliorations ou des alternatives possibles proposées ?***

La Poste s'étonne que l'ARCEP envisage de nouveau de modifier les règles d'allocation des coûts fixes de Travaux Extérieurs deux ans seulement après sa précédente décision sur le même sujet.

La Poste souscrit toutefois à la nécessité de tenir compte des évolutions futures de ses organisations dans les allocations comptables. C'est sans doute à cette occasion que l'opportunité d'un changement des règles comptables se présentera.

La Poste tient également à préciser qu'il faudra veiller à ce que les règles d'allocation utilisées ne conduisent pas à allouer à certains produits davantage de charges que s'ils étaient distribués de manière séparée, ce qui serait anti économique en présence d'économies d'envergure.

#### 1<sup>ère</sup> proposition de l'ARCEP

A partir du modèle de simulation qu'elle a développé, l'ARCEP propose de calculer une allocation à l'urgence qui résulterait de la prise en compte des différences de volumes par gamme d'urgence. Cette approche a du sens sur le plan économique.

Mais les valeurs présentées dans la consultation sont sujettes à questionnement. La Poste a partagé avec l'ARCEP un modèle de distribution, calé sur la réalité économique du processus de distribution, qui intègre les différences de volumes entre les gammes d'urgence. Ce modèle permet de tenir compte des variations du nombre d'arrêts réalisés par le facteur au cours de sa tournée, lorsque les volumes varient. L'utilisation de ce modèle aboutit à une allocation peu éloignée de la règle actuelle, et partant, très différente de la répartition présentée par l'ARCEP (49-36-15).

\*

## 2<sup>ème</sup> proposition de l'ARCEP

La seconde proposition de l'ARCEP consiste à appliquer une allocation simulée pour l'urgence, comme précédemment, et de réaliser l'allocation au poids/format à partir des index déterminés par les études de La Poste pour la remise.

La Poste observe qu'une allocation des charges fixes au poids/format au prorata des charges de remise (charges directes variables) déjà allouées est conforme avec l'article 14-3 b iii de la Directive 97/67/CE, qui stipule que : « *Lorsqu'il n'y a pas moyen de procéder à une imputation directe ou indirecte, la catégorie de coûts est imputée sur la base d'un facteur de répartition général calculé en établissant le rapport entre d'une part, toutes les dépenses directement ou indirectement affectées ou imputées à chacun des services réservés et, d'autre part, toutes les dépenses directement ou indirectement affectées ou imputées aux autres services.* »

La Poste estime que l'adoption d'une méthode d'allocation poids/format au prorata des charges de remise déjà allouées, est possible bien qu'imparfaite.

\*

## 3<sup>ème</sup> proposition de l'ARCEP

La troisième proposition envisagée par l'ARCEP se présente comme un raisonnement en coût incrémental : elle consiste à simuler le coût d'un réseau de distribution ne distribuant aucun objet, qui est alors considéré comme le coût fixe, tandis que le reste des coûts est incrémental. Elle s'éloigne très fortement d'une logique d'imputation des coûts au plus proche de la réalité des processus.

Cette alternative comporte en premier lieu des faiblesses conceptuelles :

- L'ARCEP semble vouloir estimer le coût incrémental<sup>4</sup> de distribuer des objets postaux en prenant comme référence l'absence totale d'objets à distribuer. Cette approche semble trop radicale et aboutit à une incohérence de fond : étant entendu que le coût de distribution de zéro objet est toujours égal à zéro, le coût incrémental de distribution d'objets serait ainsi égal, outre les coûts variables, à l'ensemble des coûts « fixes » de distribution. Dans une logique économique, la notion de coût incrémental d'un bien y n'a de sens qu'à partir d'un seuil suffisant de production d'un bien x, auquel l'incrément vient s'adjoindre. La définition d'un incrément à partir d'une production (quasi) nulle apparaît peu pertinente.
- L'idée d'une telle segmentation des charges entre charges d'un « réseau de base » et charges « fixes incrémentales » est pertinente, dans la mesure où elle fait référence à une notion partagée par les autorités de Concurrence, mais mérite une analyse approfondie pour déterminer un seuil de trafic à distribuer pertinent. Le « réseau de base » de distribution de La Poste ne serait déployé qu'à partir de ce seuil, qui est loin de zéro. Dès que le réseau est ainsi déployé, de facto, un certain nombre d'arrêts sont indispensables à la distribution (puisque'il y a un trafic non nul à distribuer). Avec de faibles trafics à distribuer, des réseaux de types livreurs de pizza ou express existent et sont très différents du parcours actif réalisé par les facteurs de La Poste. Faire tendre le trafic vers zéro comme il est indiqué en annexe 6 de la consultation ne permet donc pas d'appréhender une partie « fixe de base » des coûts de production.

---

<sup>4</sup> La décomposition des coûts en « coût fixe » et « coût incrémental » faite en annexe 6 de la consultation sous-entend qu'un coût incrémental est un coût variable. En réalité, le complémentaire d'un coût incrémental pour aboutir au coût total est le coût joint (coût commun à l'ensemble des gammes produites). Le coût incrémental d'une gamme de produits correspond aux coûts supplémentaires nécessaires pour produire cette gamme, le reste de la production étant inchangé.



En second lieu, cette méthode ne permet pas de répondre de façon satisfaisante à la question de l'allocation des coûts suivant les inducteurs d'urgence et de poids/format :

- Les charges qualifiées de « coût incrémental » dans cette approche ne sont pas allouées suivant un inducteur à l'urgence. Or, ces charges correspondent aux arrêts, d'après la définition donnée, et l'urgence est un inducteur de coût de l'arrêt. En effet, si un jour donné il n'y a qu'un objet J+7 à distribuer à une adresse, il est économiquement plus pertinent de ne pas le distribuer et d'attendre le jour de la semaine où il y aura également un objet J+1 à distribuer à cette adresse pour s'arrêter.
- A contrario, les charges qualifiées de « coût fixe » ne sont pas allouées suivant un inducteur poids/format. Or, ces charges correspondent au parcours actif réalisé par le facteur, d'après la définition donnée, et le poids/format est un inducteur de coût du parcours actif. En effet, le poids/format des objets influence notamment le mode de locomotion de la tournée et donc son coût.

Il semble donc que cette méthode d'allocation présente trop de faiblesses pour être retenue.

\*

\*      \*

## CONCLUSIONS

La Poste se félicite du travail approfondi réalisé par l'ARCEP pour s'approprier l'économie de ses processus, fruit d'une coopération de long terme entre les équipes de La Poste et les services de l'ARCEP. La Poste appelle de ses vœux la poursuite de cette coopération afin de partager une vision économique pertinente des processus et des coûts de ses produits.

La Poste insiste sur l'importance de pérenniser les règles d'allocation de coûts, qui orientent la tarification des produits du Service Universel de La Poste.

La Poste est favorable à la mise à jour de ses index poids/format pour les coûts variables des processus Tri, Travaux Intérieurs, et pour la remise en Travaux Extérieurs, afin que sa comptabilité réglementaire traduise mieux la réalité de ses processus de traitement.

L'allocation des coûts fixes à la distribution doit reconnaître l'urgence comme un inducteur de coûts primaire et le poids/format comme un inducteur secondaire. A ce titre, La Poste souhaite le maintien des règles décidées par l'ARCEP en 2008 afin d'assurer la pérennité des méthodes d'allocation des coûts de la comptabilité réglementaire. Concernant l'allocation poids/format, La Poste considère que les faiblesses méthodologiques d'une allocation au prorata des coûts de fourniture isolée pointées par l'Autorité, ne sont pas de nature à remettre en cause cette méthode.

Dans tous les cas, si l'ARCEP souhaitait néanmoins simuler les coûts de distribution pour allouer tout ou partie des coûts fixes de distribution, ce travail devrait être réalisé sur un modèle calibré, condition non remplie par la maquette présentée dans la consultation. Le modèle développé par La Poste est en revanche calibré et audité.